



## CTL DU JEUDI 27/04/2017 DEUXIEME CONVOCATIION

Monsieur le Président,

Nous siégeons aujourd'hui en 2ème convocation du CTL.

En effet, en réponse aux attaques nationales sur les droits syndicaux, Solidaires Finances Publiques 66, tout comme FO et la CGT, a décidé de voter contre le projet de nouveau règlement intérieur des CTL et CAPL imposé par M Parent.

Les droits dits « dérogatoires », en vigueur à la DGFIP, étaient le fruit de négociations entre l'administration et les organisations syndicales, du temps où le dialogue social existait encore...

La durée des temps de préparation et de compte-rendu permettait, dans la plupart des cas, d'effectuer correctement notre travail.

Avec l'évolution de ces droits, ou plus exactement leur régression, il faudrait, dans le cas d'une instance prévue sur une demi-journée, travailler à sa préparation et à la rédaction de son compte-rendu lors d'une seule et unique demi-journée !

C'est manquer de respect au travail fourni par les représentants du personnel.

Et plus grave encore, c'est réduire les droits des fonctionnaires !

De plus, les frais de déplacements pour la préparation des instances, et ceux des représentants suppléants qui viendraient siéger sans voie délibérative, ne seraient plus remboursés.

Sous couvert d'économies budgétaires, et pour pallier de manière dérisoire aux manques d'effectifs dans les services, la DGFIP tente de dissuader les représentants du personnel de venir siéger dans les instances.

C'est une honte, mais tellement dans l'air du temps...

Solidaires Finances Publiques exige le maintien des droits dits « dérogatoires » à la DGFIP.

À l'ordre du jour de ce CTL figurent également de nouvelles attaques contre le service rendu au public.

Toujours moins de Service Public de proximité, toujours plus de dématérialisation et d'internet !

En effet, la DGFIP continue, contre vents et marées, à penser que la

dématérialisation totale serait la solution ultime !

Elle ose vanter, dans tous ses écrits, qu'internet est l'outil parfait, car utilisé en permanence par nos concitoyens.

Pas par tous, loin de là, et la plupart des usages d'internet sont à but commercial.

Voilà donc le Service Public réduit à un service commercial comme un autre !

Solidaires Finances Publiques a toujours dénoncé l'utilisation à outrance des nouveaux moyens de communication.

Le dernier rapport du Défenseur des Droits le souligne fort justement. Cette institution relève que l'abandon des démarches administratives touche essentiellement les personnes les plus jeunes (21 % des 18-24 ans), les moins diplômées (18 % n'ont pas le baccalauréat), celles maîtrisant mal la langue Française, et les plus âgées.

Les mêmes catégories se retrouvent quant à la méconnaissance des démarches à entreprendre.

Ces mêmes personnes ont besoin d'un véritable accueil physique renforcé.

Mais la DGFIP n'en a cure, et invente l'accueil sur rendez-vous...

Cet accueil sur rendez-vous, en plus de désorganiser complètement des SIP qui s'en sortaient tant bien que mal, va les couler complètement faute de moyens humains.

Déplacement des usagers, prise de rendez-vous, contre-appels par les collègues des SIP, et agenda tenu par les chefs de service... On appelle cela une usine à gaz !

L'ensemble des missions de la DGFIP est mis à mal par la démarche stratégique et la déstructuration du réseau.

Solidaires Finances Publiques dénonce la précipitation avec laquelle la DGFIP poursuit la restructuration de son réseau, l'organisation des missions, la concentration accrue des services, et le formatage des missions au détriment de leur qualité.

Notre Organisation Syndicale ne peut être que navrée d'apprendre que la Poste va

proposer aux usagers, dès 2018, une aide, payante, afin de remplir leur déclaration de revenus en ligne.

Tandis que notre administration détruit ce qui faisait notre force : un Service Public de proximité de grande qualité, le patron de la Poste, M. Philippe WAHL, déclare « c'est l'avenir de la Poste qui se dessine à travers ces nouveaux services de proximité ».

Solidaires Finances Publiques dénonce très fortement cette marchandisation, cette privatisation, des services publics.

Solidaires Finances Publiques dénonce également l'absence de considération des agents, réduits à n'être que des pions parmi ces restructurations, et le climat de défiance plutôt que de confiance qui en découle.

Non seulement les agents sont trop souvent oubliés, ils voient leur pouvoir d'achat attaqué, mais de plus, ils doivent subir une mobilité fonctionnelle et géographique non désirée. Quant aux perspectives de carrières, elles sont en constante diminution, du fait de ces mêmes politiques d'austérité.

En cette année d'élection de tous les dangers pour la Fonction Publique, Solidaires Finances Publiques s'attachera, plus que jamais, à défendre nos collègues face aux attaques qu'ils subissent de toutes parts, et à obtenir de l'administration une DGFIP forte, garante de la sécurité de tous nos concitoyens, dans un monde livré aux pires spéculateurs.

Solidaires Finances Publiques continuera de combattre les dérives anti-fonctionnaires,

ainsi que la stigmatisation des plus faibles de nos concitoyens, et placera toujours

l'humain comme priorité absolue avant toute autre considération.